

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 8 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX

Z.I. n 3
16160 Gond-Pontouvre

Références : 2026_39_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007202063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX implanté ZONE INDUSTRIELLE 16160 GOND-PONTOUVRE. L'inspection a été annoncée le 08/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite réactive s'inscrit dans le cadre du déclenchement d'un incendie le 8 janvier 2026 matin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX
- ZONE INDUSTRIELLE 16160 GOND-PONTOUVRE
- Code AIOT : 0007202063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SIRMET (Gond-Pontouvre, Charente) est une installation classée pour la protection de l'environnement de transit, stockage, traitement de déchets divers (batteries, bois, carton, ferrailles,

DEEE, PAM, aérosols, huile, gaz...), dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) et broyage de déchets dont les VHU.

Outre la réglementation en vigueur applicable aux activités de SIRMET, des prescriptions spécifiques à l'entreprise sont précisées dans l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 14 juin 2022. Un nouvel APC a été pris le 13 février 2025 pour acter l'instruction de l'étude de dangers et prescrire les dispositions en matière de prévention et de protection incendie.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | rapport d'accident | Code de l'environnement, article R. 512-69 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 3 | confinement des eaux d'extinction | Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 7.4.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 4 | tronçons enterrés pour le confinement des eaux d'extinction | Arrêté Préfectoral du 13/02/2025, article 6 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------------|---|-------------------|
| 2 | détection automatique d'incendie | Arrêté Préfectoral du 13/02/2025, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de montrer que les dispositifs de détection incendie ont été efficaces et que la présence sur le site de gardiens a permis de gérer avec réactivité le départ de feu du 8 janvier 2026. Alertés réactivement par SIRMET, les pompiers sont arrivés rapidement sur le site. L'action des employés et les moyens incendie déployés se sont avérés efficaces.

Les eaux d'extinction d'incendie ont bien été confinées *in situ* et le pompage de ces derniers par la SNATI a eu lieu le même jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rapport d'accident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2026, article R. 512-69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, fiche descriptive d'accident |
| Prescription contrôlée <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. [...]</p> |
| Constats <p>Selon l'exploitant, un départ de feu a eu lieu le 8 janvier 2026 vers 6 h 25 dans la zone des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dépollués - petits appareils électroménagers (PAM), localisés au pied du broyeur du site Sirmet du Gond-Pontouvre. Le volume de DEEE affectés était d'environ 60 m³.</p> <p>Le feu, détecté à la fois par caméra thermique et visuellement par le gardien, a été circonscrit rapidement par les employés. Les pompiers ont toutefois été alertés (6 h 38) pour éviter tout risque de propagation de l'incendie. Le feu était maîtrisé et éteint vers 8 h. L'arrosage par les pompiers de la zone sinistrée a duré au plus 20 minutes.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection s'est rendue au niveau de la zone incendiée. L'origine de ce départ de feu serait liée à des piles ou batteries au lithium, contenues dans les PAM mis en jeu.</p> <p>Le plan de défense incendie a été déclenché. La vanne de rejet au milieu naturel du bassin de confinement des eaux d'extinction a été fermée. Aucun impact n'a été observé en dehors de l'établissement compte tenu du confinement des eaux d'extinction. À l'issue de cette visite, la SNATI était présente sur site pour récupérer les eaux d'extinction. Les pompiers ont déclaré à l'exploitant avoir éteint le feu sans avoir recours à des émulseurs fluorés. Le poteau RIA près de l'entrée du site a été utilisé.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous un mois, son rapport d'accident circonstancié, avec tous les éléments et conclusions issus des investigations actuellement en cours.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|---|
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : détection automatique d'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2025, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, détecteurs et caméras thermiques |
| <p>Prescription contrôlée</p> <p>Au droit de l'ensemble des zones de stockage de déchets dont ceux combustibles y compris en extérieur, une détection automatique d'incendie (DAI) généralisée avec transmission de l'alarme à l'exploitant, est mise en place.</p> <p>En outre, plusieurs caméras thermiques sont mises en place pour permettre de couvrir tous les stockages de déchets pouvant être à l'origine d'un incendie. Le seuil de déclenchement et d'alerte de ces caméras thermiques est au plus de 100 °C.</p> <p>En outre, le maillage du réseau de caméras thermiques et de surveillance est conforme et permet de garantir une détection précoce d'un départ de feu sur les zones à risque incendie déterminées par l'étude de dangers. Ce réseau de détection d'incendie est associé à un dispositif d'alerte sonore sur site audible en tout point du site et de report vers du personnel exploitant pour l'informer de la détection incendie (y compris en dehors des heures d'ouverture du site).</p> <p>À cet effet, les caméras thermiques présentes au sein des installations permettent de couvrir <i>a minima</i> les secteurs détaillés sur le schéma ci-dessous :</p> |
| <p>Constats</p> <p>Le feu a été détecté à la fois par imagerie thermique (caméra) et visuellement, par le gardien présent sur place. Le dispositif de détection automatique d'incendie, par caméras thermiques positionnées sur site, n'a pas été endommagé.</p> <p>(Il est à noter que, lors de l'incendie précédent, du 1er novembre 2025, une caméra thermique avait été endommagée. Il a été constaté, lors de la présente inspection, que cette caméra est de nouveau opérationnelle.)</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : confinement des eaux d'extinction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 7.4.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, collecte des eaux d'extinction |
| <p>Prescription contrôlée</p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinctions sont dirigées vers le bassin de régulation des eaux pluviales d'un volume de 1500 m³. Il est étanche et une vanne permet de l'isoler du milieu naturel. Un séparateur à hydrocarbures est positionné en aval de ce bassin avant le point de rejet en milieu naturel.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> |
| <p>Constats</p> <p>La vanne de rejet au milieu naturel du bassin de confinement des eaux d'extinction a été fermée</p> |

| |
|--|
| <p>dès le début de l'incendie. Aucun impact du milieu par ces eaux n'a donc été observé en dehors de l'établissement.</p> <p>Le volume d'eau utilisé est faible. Le rapport circonstancié de l'exploitant précisera son ordre de grandeur. L'entreprise SNATI était présente sur le site de SIRMET à l'issue de cette inspection pour récupérer les eaux d'extinction.</p> <p>Un curage des séparateurs à hydrocarbures ayant vu transiter des eaux d'extinction est à réaliser.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre à l'inspection le bordereau de suivi de déchets (BSD) relatifs à la prise en charge et à l'évacuation des eaux d'extinction de l'incendie ainsi que les résultats de leur analyse. Le BSD précisera également qu'un pompage des effluents du séparateur à hydrocarbures a bien été effectué.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 4 : tronçons enterrés pour le confinement des eaux d'extinction

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2025, article 6</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p> |
| <p>Prescription contrôlée</p> <p><i>Article 6 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2025</i></p> <p>En cas de coupure des utilités électriques principales, le basculement du maintien en fonctionnement des pompes de relevage pour le transfert des eaux d'extinction vers le bassin de 1500 m³, se fait automatiquement.</p> <p><i>Demande formulée à l'issue de l'inspection de juillet 2025</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de transmettre le justificatif attestant de la réparation du tronçon non étanche vu lors du contrôle endoscopique des réseaux réalisé en 2024.</p> |
| <p>Constats</p> <p>Les tronçons de canalisation défectueux (environ 7 m) par manque d'étanchéité n'ont pas encore été remplacés compte tenu des conditions météorologiques défavorables. Ces canalisations sont en ciment et nécessitent une intervention sans gel ni eau. L'exploitant indique que les prestataires sont prêts à intervenir.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de transmettre le justificatif attestant de la réparation des tronçons non étanches.</p> |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |